

Introduction

Sébastien Peyrouse et Marlène Laruelle



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/145>
ISSN : 2075-5325

Éditeur

Éditions De Boccard

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004
Pagination : 9-18
ISBN : 2-7449-0444-9
ISSN : 1270-9247

Référence électronique

Sébastien Peyrouse et Marlène Laruelle, « Introduction », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 13/14 | 2004, mis en ligne le 23 avril 2009, consulté le 14 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/145>

Introduction

En 1991, l'éclatement de l'Union soviétique remodèle la problématique Est/Ouest issue de la Seconde Guerre mondiale. De nouvelles entités étatiques émergent sur la scène internationale, dont les cinq républiques d'une Asie centrale désormais "post-soviétique". Nombre de composants distinguent cette dernière des autres républiques de l'ancien empire russo-soviétique. Les pays d'Asie centrale sont turcophones (Kazakhstan, Kirghizstan, Turkménistan et Ouzbékistan) ou persanophones (Tadjikistan et une part de l'Ouzbékistan). Cette proximité linguistique avec le monde turco-persan se double de traits culturels communs avec d'autres pays du Proche ou du Moyen-Orient : appartenance majoritaire à l'islam sunnite hanéfite, nombreux moments d'histoire ancienne partagés, depuis l'Antiquité jusqu'à Babour. Ces éléments culturels, qui semblent "resurgir" avec l'effondrement de l'Union soviétique, sont appréhendés par de nombreux observateurs comme un juste "retour" de l'Asie centrale dans son espace culturel "naturel", tout comme les pays Baltes, par exemple, se tournent vers l'Europe centrale, la Moldavie vers la Roumanie, etc. Cette évolution signalerait donc un abandon probable des critères russo-soviétiques auxquels l'Asie centrale avait été jusque-là obligée de se plier. Ce changement serait non seulement géopolitique mais également interne : l'indépendance annoncerait un remaniement profond de la politique générale de ces pays, remaniement jugé d'autant plus nécessaire que les chefs d'État ont à faire acte de changements et de ruptures pour se légitimer.

Dans chacune des républiques, le nouveau discours officiel mis en place s'emploie, selon des modes et une intensité différents, à condamner le régime précédent, voire la domination russe. Celle-ci aurait mené la région à une situation générale difficile, sur certains plans comme le domaine écologique, catastrophique. Nombre de difficultés, spécifiques à l'Asie centrale ou communes aux républiques de l'ancienne URSS, plaident en effet en faveur de réformes rapides. Le mode de gestion de l'Asie centrale est qualifié de colonial : liquidation des premiers cadres nationaux par Staline, rabaissement et folklorisation des cultures nationales, pressions en faveur de l'apprentissage de la langue russe comme unique moyen de promotion sociale, actions antireligieuses violentes menées contre l'islam,

politique agricole extensive, monoculture du coton débutée dès le XIX^e siècle au détriment des productions vivrières, liquidation brutale de certains modes de vie traditionnels comme celui des nomades kazakhs ou des montagnards du Kirghizstan et du Tadjikistan, etc. La domination russo-soviétique aurait donc empêché les populations autochtones de prendre leur destin en main et ce, malgré leurs aspirations anciennes à l'indépendance.

Cette analyse officielle de la situation suscitée par la disparition rapide de l'URSS s'est trouvée d'une certaine manière renforcée par les analyses occidentales portées sur cette zone. Les conceptions "transitologiques" de certains chercheurs occidentaux sous-entendent en effet l'évidence d'une transition voulue et attendue vers un système occidental plus ou moins démocratique et une économie dite de marché. Les aléas de la situation actuelle pourraient alors être considérés soit comme provisoires, soit comme révélateurs d'une "déviation" de l'évolution "normale". Dans les milieux journalistiques, l'idée d'un "renouveau" de l'Asie centrale est apparue d'autant plus évidente que les cinq républiques, aux confins de l'Iran, de l'Afghanistan et de la Chine, se sont trouvées sous les "feux de la rampe" et ont bénéficié d'un regard médiatique international auparavant inexistant. On ne peut cependant que regretter cette vision médiatique, trop rapide et sans recul historique. L'Asie centrale contemporaine est avant tout un espace post-soviétique héritant d'un passé colonial russe de plus d'un siècle et demi. Si un certain nombre de réformes ont été engagées (certaines ont toutefois débuté dès la perestroïka sur initiative du centre et non des périphéries), la décennie et demie maintenant écoulée est de toute évidence insuffisante pour "se défaire" du système politico-économique qui a prévalu pendant plusieurs décennies et ce, quelle que soit la volonté de réformes, affichée ou réelle, des chefs d'État et de leur gouvernement. Cet héritage est d'autant plus prégnant qu'il émane, pour certains de ses traits, non seulement du régime soviétique mais également de son prédécesseur tsariste.

La volonté officielle d'afficher la rupture et de jouer la carte de la "victime" du régime dit "colonial" précédent est bien compréhensible pour des États en phase de construction nationale et qui arrivent les derniers, avec ceux de l'ancienne Yougoslavie, sur la scène internationale. Toutefois, les tonitruantes déclarations de changement et de renouveau, tout comme les discours sur l'élaboration d'une voie nationale spécifique de développement, ne doivent pas faire illusion : « les déclarations de rupture, de différence, de singularité, sont souvent d'autant plus fracassantes qu'elles recouvrent une continuité inavouée. »¹ L'élément de continuité peut-être le plus visible, le plus évident, concerne le champ politique. Comme cela fut remarqué à de nombreuses reprises pour toute l'ex-URSS, les élites politiques en place n'ont pas changé en 1991. Le régime soviétique n'a pas, en effet, disparu suite à une guerre, une occupation étrangère, une "défaite" quelconque (en tout cas pas une défaite reconnue comme telle par les populations concernées), il s'est effondré sur lui-même. Les élites politiques ont soit organisé elles-mêmes ce changement, soit, pour des républiques d'Asie centrale peu motivées

par l'abandon du centre, l'ont accompagné dans ses derniers soubresauts, passant sans grande difficulté du discours souverainiste de la perestroïka à celui de l'indépendance. Ainsi, malgré un discours de façade vantant la lutte du peuple et de ses dirigeants pour obtenir un État-nation mérité et historiquement justifié, les leaders centrasiatiques ont tout juste réussi à ne pas paraître dépassés par des événements qui se sont déroulés dans les républiques occidentales de l'URSS et en Russie, sans eux, voire même contre eux.

Les élites font donc montre d'une grande continuité, ce qui ne signifie toutefois pas, tout au long des années 1990, qu'il n'y ait pas eu de profondes évolutions. Ainsi, ceux ralliés à des partis d'opposition, ceux ayant pris la tête d'organisations nationalistes ou islamistes ont été éliminés des rangs de l'élite en poste dont ils avaient fait partie. De nouvelles figures ont également émergé, en particulier au Kazakhstan ou au Kirghizstan, à la faveur des libéralisations économiques : celles-ci ont en effet donné à certains la possibilité de se construire, lors des vagues de privatisation, une richesse sur laquelle ils peuvent maintenant jouer pour entamer une carrière politique. Toutefois, ces cas demeurent rares et la majorité des membres de l'élite politique, économique et culturelle restent ceux en place sous le régime soviétique ou leurs enfants. En effet, les réformes (ou non-réformes, pour certains pays comme l'Ouzbékistan et le Turkménistan) économiques ont permis l'accaparement des entreprises nationalisées par les anciens apparatchiks les gérant : les ressources premières comme le coton, le gaz ou le pétrole sont restées aux mains des mêmes milieux, qu'ils soient encore étatiques ou déjà privatisés selon les républiques, tout comme, à une plus petite échelle, les directeurs de kolkhoze sont devenus présidents élus ou propriétaires de leur ferme privatisée.

Dans le domaine culturel académique, le changement est lui aussi minime : les hauts postes restent aux mains du même milieu, structuré par des liens familiaux, régionaux ou claniques, et certaines fonctions semblent confirmées dans leur caractéristique quasi héréditaire. La crise économique n'a fait qu'aggraver ce processus par la corruption : puisque toute fonction administrative s'achète, elle nécessite d'appartenir déjà à un milieu riche et lié aux instances de prise de décision ; l'obtention d'un diplôme supérieur ou d'un doctorat sous-entend elle aussi tant manne financière personnelle ou familiale qu'appartenance à un réseau clientéliste introduit. L'« ère du pot de vin démocratisé », selon la formule de P. Meney, apparaît donc dans tous les domaines sociaux et semble d'autant plus institutionnalisée que les plus hautes personnalités du pays la pratiquent de manière outrancière.

Les élites politiques post-soviétiques restent elles aussi celles en place à la période précédente. Tous les présidents des républiques centrasiatiques étaient les Premiers secrétaires du Parti communiste de leur république, à l'exception d'Askar Akaev, au Kirghizstan, mais qui occupait déjà un poste important dans les structures très officielles de l'Académie des Sciences. Une immense majorité des ministres et députés ont une ancienne carrière d'apparatchiks derrière eux ou commencent à laisser place à leurs

enfants, formés dans les structures équivalentes aux écoles du Parti que sont aujourd'hui les diverses institutions de formation des cadres rattachées à l'appareil présidentiel. Il ne s'agit pas ici de porter un jugement négatif sur cette continuité : nombre d'entre eux disposent d'une formation technique ou bureaucratique conséquente, d'une bonne connaissance des fonctionnements et dysfonctionnements de leurs pays. Toutefois, le caractère reproductif de cette élite, dans des proportions n'ayant rien à voir avec la "reproduction" des élites telle qu'on la trouve également en Occident, pose de nombreux problèmes de long terme, accentués par la poursuite, sur le plan idéologique, d'une conception "soviétique" du rapport entre citoyens et pouvoir.

Ainsi, les nouveaux régimes établis dans les cinq républiques disposent, à des degrés forts divers mais pouvant néanmoins tous s'inscrire dans une même lignée, de caractéristiques idéologiques héritées de l'URSS et transformées par les conditions politiques nouvelles. Malgré les quelques années de "démocratie" au sens occidental du terme visibles au Kazakhstan et au Kirghizstan, voire faiblement au Tadjikistan, les cinq États sont aujourd'hui tous entrés dans un schéma autoritaire. Celui-ci emprunte nombre de ses traits de philosophie politique au "populisme-régime" tel que défini dans les travaux de Pierre-André Taguieff, en particulier l'hyper-personnalisation du pouvoir et le maintien d'une langue de bois officielle exaltant la nation et la démocratie. Le projet politique en vigueur en Asie centrale reste toutefois celui d'une mise sous tutelle de la société, « le culte hyperbolique du peuple [pouvant] dissimuler l'établissement d'un système de mise à l'écart dudit peuple. »² Il dispose également de traits hérités du régime précédent comme le paternalisme ; la croyance en la nécessité d'une idéologie forte diffusée au peuple sous diverses formes ; une frilosité, voire une hostilité envers toute association non maîtrisée ou toute personne non conformiste ; un ethnonationalisme déjà en vigueur dans les dernières décennies du régime soviétique et enfin une inflation du discours sur le bien-être national qui semble proportionnelle à la détérioration du niveau de vie de la population.

Là encore, il ne s'agit pas de dire que cette situation était évitable et relèverait donc de "l'erreur" des dirigeants : la légitimité charismatique peut être considérée, par exemple chez Max Weber, comme un facteur de changement qui permet d'accompagner les périodes de bouleversements majeurs. Les discours toujours très idéologiques en vigueur aujourd'hui sont censés avoir fonction d'intégration sociale dans des pays ayant subi de plein fouet l'effondrement économique consécutif à la chute de l'Union soviétique, dont ils constituaient les républiques receveuses sur le plan financier et technique. Le durcissement politique en cours, après des expériences démocratiques dans certaines des républiques de la région, signale toutefois la profondeur du désenchantement de l'indépendance. Celle-ci n'a aucunement amené richesse ou bien-être, sans parler de démocratie, mais a même durci les conditions de vie : l'espoir placé en une promotion sociale des générations futures a diminué, l'avenir tant individuel que collectif est analysé

sombrement par une majorité de la population, qui présente les décennies brejnéviennes de pénurie relative comme un Âge d'Or ouvertement regretté. « Dure découverte que le changement politique ne change rien, éprouvante expérience de l'illusion du changement »³, aussi bien pour les populations que pour des classes dirigeantes non préparées à affronter l'indépendance.

Émerge également, au travers de ce débat, la complexe et épineuse question de la "démocratisation" de ces sociétés issues du dit totalitarisme soviétique. Il est bien évidemment légitime de considérer comme impossible l'adoption de principes politiques occidentaux en une période aussi courte, voire de s'interroger sur la possibilité de calquer ces modèles culturels spécifiques hors d'Europe (voir l'article de Alice Moscaritolo). Il ne faut toutefois pas oublier que ces discours mêmes sont très largement instrumentalisés par les dirigeants politiques locaux, qui jouent d'arguments culturalistes et du refus, à la mode, de la "mondialisation" pour justifier leur non-respect des droits et libertés individuelles (pour le cas de la presse, voir l'article de Jean-Christophe Roux). Ils espèrent légitimer par ce biais leurs conceptions paternalistes d'un chef d'État érigé en guide unique, seul apte à mener le peuple vers une démocratie pour laquelle il ne serait pas encore "prêt". En tenant de semblables discours en Occident, on prend donc le risque de valider indirectement des politiques d'immobilisme, d'autoritarisme, de répression systématique de toute opposition et de personnification extrême du pouvoir.

Il convient enfin, malgré l'entité "Asie centrale" traitée ici, de garder à l'esprit un certain nombre de très sensibles nuances entre républiques. Celles-ci sont particulièrement visibles dans le domaine économique, qui divise la zone en deux, opposant d'un côté Kirghizstan, Kazakhstan et dans une moindre mesure Tadjikistan, qui ont mis en œuvre des mesures de libéralisation économique suivant les préceptes des grandes organisations occidentales, de l'autre Ouzbékistan et Turkménistan qui freinent toute réforme. Une division semblable les sépare sur le plan politique puisque les deux premiers pays ont compté une réelle démocratisation de leur vie publique et des partis d'opposition assez puissants dans la première moitié de la décennie 1990, alors que les deux derniers ne se sont quasiment pas libéralisés, le Tadjikistan constituant un cas intermédiaire en matière de libertés et spécifique en raison de la guerre civile qui le ravagea de 1992 à 1996. Il apparaît cependant aujourd'hui que, quel que soit le degré des réformes engagées, le resserrement du paysage politique et la détérioration de la situation économique et sociale inscrivent tous les pays d'Asie centrale dans une même ligne d'évolution, voire dans un schéma post-soviétique global où la comparaison avec la Biélorussie de Loukachenko ou certains traits du régime poutinien est loin d'être dénuée de sens.

Il nous a paru pertinent, dans le présent volume, de nous attacher à des pans plus cachés, mais tout aussi révélateurs, du legs soviétique. Même les républiques les plus engagées en matière de réformes, comme par exemple le Kirghizstan, un temps "enfant chéri" des grandes institutions internationales, n'ont pu se défaire, en une décennie, du système précédent. L'article collec-

tif dirigé par Boris Pétric et Svetlana Jacquesson illustre ainsi, par une étude anthropologique de terrain menée au sein d'un kolkhoze kirghize, combien l'État a cherché à préserver une part de son contrôle sur des secteurs essentiels comme l'agriculture. Il révèle surtout que les évolutions économiques en cours, en particulier la privatisation des terres et de l'activité agricole, ne signalent pas nécessairement une rupture des réseaux sociaux. L'évolution des modes de penser la collectivité reste lente et la naissance de classes de "nouveaux riches" s'appuie en grande partie sur les privilégiés du système précédent : les anciens responsables de kolkhozes ont très bien su s'adapter aux nouvelles conditions et préserver ainsi leurs prérogatives sociales.

Une continuité semblable peut être discernée dans les milieux intellectuels et dans les modes de formulation de l'identité nationale. Là aussi, la dernière décennie a connu de brutales évolutions sociales, l'affaissement du niveau de vie et du prestige symbolique des professions académiques, ainsi que la nécessité d'élaborer de nouveaux discours sur la nation enfin indépendante. Toutefois, malgré ces ruptures, de nombreuses approches conceptuelles perdurent et continuent à être pensées comme compatibles avec la situation contemporaine : le savoir scientifique reste soumis aux besoins idéologiques du pouvoir en place ; les chercheurs sont au service, intellectuellement et socialement, de la cause officielle, passée de socialiste à nationale ; la définition de la nation et de son "ethnogenèse" reste celle élaborée à l'époque stalinienne. Dans certaines républiques comme l'Ouzbékistan, le degré d'idéologisation du savoir scientifique reste donc tout aussi élevé qu'il l'était à la période soviétique (Marlène Laruelle).

Il semble souvent difficile de dissocier ce qui constitue un legs institutionnel ne pouvant être modifié sur une aussi courte durée et ce qui relève de la volonté politique calculée des régimes en place. La question se pose tout particulièrement pour des domaines fortement politisés comme le système électoral, la liberté de parole et d'association, ou bien encore la question religieuse. Les pouvoirs ont en effet poursuivi les modes de gestion du fait religieux en place à l'époque soviétique : la soi-disant séparation de la religion et de l'État signale en réalité le droit à l'immixtion du second dans la première, grâce au maintien de nombreuses structures de contrôle, comme les Conseils aux affaires religieuses et les Directions spirituelles des musulmans, présentes dans chacune des républiques. La frilosité des autorités face à des faits religieux non maîtrisés et considérés comme "non nationaux", qu'ils concernent l'islam ou le christianisme, contribue au durcissement politique actuel et continue, comme à l'époque soviétique, de donner involontairement à la foi un rôle d'opposant politique à l'autoritarisme montant des républiques centrasiatiques (Sébastien Peyrouse).

Le legs soviétique ne signifie toutefois pas la poursuite d'éléments nécessairement négatifs, au contraire. En effet, le fort investissement mené par le pouvoir soviétique central en Asie centrale a doté ces républiques d'institutions et de systèmes solides qui, malgré leur dégradation, donnent aux nouveaux États

une coloration bien différente de celle de pays du “Tiers Monde” n’ayant pas connu de régime aussi volontariste. C’est tout particulièrement le cas des structures sanitaires, tout comme de l’électrification, de l’accès au gaz et à l’eau, de l’éducation massive et gratuite. L’Ouzbékistan indépendant a par exemple fait montre d’une certaine capacité à juguler les épidémies et à maintenir une couverture vaccinale de sa population, évitant une véritable crise sanitaire après 1991. Comme le montre l’article de Sophie Hohmann, une fois encore, une méconnaissance de l’histoire soviétique de l’Asie centrale peut conduire à des conclusions erronées concernant la détérioration systématique de la situation sanitaire générale, qui serait due à l’incapacité de gestion des “nouveaux” pouvoirs, alors qu’en réalité, « une série de dysfonctionnements, expression des limites du système de santé, sont apparus dès les années 1960 pour se poursuivre dans les années 1980 et s’aggraver au début de la décennie 1990. »

Même les républiques ayant pratiqué une “thérapie de choc”, comme le Kazakhstan et le Kirghizstan, gardent de nombreux traits structurels soviétiques, par exemple dans le domaine économique, qui fut pourtant l’un des plus réformés par rapport à l’économie planifiée soviétique. Gaël Raballand montre ainsi, dans son article, que le champ économique continue à être pensé comme soumis aux choix du politique, « la seule différence résid[ant] dans le fait qu’à l’idéal communiste a succédé un idéal national. » Cette situation s’accompagne de ses corollaires traditionnels, la corruption, qui s’est amplifiée tout en ayant été l’une des traditions de fonctionnement de l’Union soviétique, la non-rentabilité des gros complexes industriels, particulièrement ceux de matières premières, etc. Un tel *statu quo* apparaît également dans le domaine agricole, aujourd’hui encore peu libéralisé dans la plupart des républiques. Il est aggravé par le fait que l’Asie centrale fut la région qui a le plus bénéficié des subsides de l’Union : la disparition de la manne financière en provenance de Moscou nécessiterait alors de repenser de manière bien moins ambitieuse de nombreuses politiques actuelles, ce à quoi ne peuvent se résoudre ni des populations déjà choquées par l’effondrement si rapide de leur niveau de vie, ni des pouvoirs en place effrayés à l’idée de leur possible remise en cause populaire.

Les réformes sont souvent d’autant plus difficiles à mener que ces républiques s’inscrivent dans un cadre économique en grande partie imposé par les régimes tsariste et soviétique, qui ont fait de l’Asie centrale une zone vouée à la culture extensive du coton. L’agriculture constitue donc aujourd’hui, plus encore qu’auparavant au vu de la désaffection du secteur industriel, l’un des vecteurs essentiels de développement. La gestion de l’eau reste à ce titre fondamentale et c’est pourquoi un dossier lui est spécifiquement consacré dans ce numéro. Les réseaux d’irrigation ont été réalisés dans le cadre d’un territoire soviétique uni qui n’a pas pris en compte des limites administratives aujourd’hui devenues des frontières internationales. Ainsi, les républiques dont l’économie est principalement fondée sur l’agriculture (Ouzbékistan, Turkménistan) dépendent pour leur approvisionnement en eau d’États voisins situés plus en amont (Tadjikistan, Kirghizstan). Les stratégies de régulation

des tensions hydrauliques, pas nécessairement efficaces même à la période soviétique, sont aujourd'hui remises en cause par la volonté de chaque État d'assurer sa propre survie agricole et son autosuffisance alimentaire.

Ainsi, la politique de l'eau telle qu'elle avait été pratiquée sous le régime soviétique n'a pas connu de profonds remaniements par les nouveaux États. Si la persistance des principes soviétiques de répartition de l'eau permet de limiter les conflits, elle ne résout en rien les gaspillages, qui ont très largement contribué, entre autres, au processus d'assèchement de la mer d'Aral et à la catastrophe écologique qui a suivi (Julien Thorez, Pierre Thorez). Le système de gestion de l'eau, toujours pensé sur un mode extensif répondant au principe de l'offre et non de la demande, est appelé à évoluer mais, jusqu'à présent, les quelques expériences de désengagement de l'État en la matière ont conduit à des échecs. La situation de stress hydrique dans laquelle se trouvent les républiques, alors qu'elles possèdent en théorie suffisamment d'eau, semble donc appelée à perdurer (Raphaël Jozan, Charles Baubion). Le pouvoir tente même de revenir aux projets caractéristiques du gigantisme soviétique, comme l'idée de détourner les grands fleuves de Sibérie afin de réalimenter la mer d'Aral et les espaces agricoles centrasiatiques, révélant ainsi combien les schèmes permettant de penser le problème hydraulique au niveau régional n'ont pas évolué (Jérémy Allouche).

Si les éléments de continuité semblent si importants, c'est également parce que le régime soviétique n'a pas, lui non plus, fait "du passé table rase" : l'homme nouveau tant attendu s'est fait attendre. La deuxième moitié du siècle s'avère à ce titre fondamentale : une fois les discours révolutionnaires et internationalistes des premières années effacés par la reprise en main de Staline en 1928, une fois les répressions massives et aveugles des années 1930 terminées partiellement lors de la Seconde Guerre mondiale puis plus définitivement lors de la disparition du "petit père des peuples" en 1953, l'URSS a été obligée de proposer des compromis idéologiques et pragmatiques à une société fragilisée. Malgré un discours, de plus en plus ressenti comme "de façade", continuant à exalter *l'homo sovieticus*, les pouvoirs en place ont dû jouer la carte de l'apaisement. Ainsi, après les violences de la sédentarisation des Kazakhs, qui ont fait disparaître, en quelques années, un tiers de la population, les autorités ont reconnu un certain nombre de traits "nationaux" auparavant niés. Cette stratégie d'adaptation mutuelle a permis aux populations récemment sédentarisées de s'investir dans le cadre soviétique et à celui-ci de faire montre de son pragmatisme en échange de l'acceptation de certains de ses principes politiques et économiques : comme le montre Isabelle Ohayon, après avoir si violemment remis en cause les modes de vie nomades, « la sédentarisation des Kazakhs dans les kolkhozes d'élevage fut conduite dans un esprit de compromis avec [leur] culture pastorale » dès la deuxième moitié des années 1930.

Au cours des années 1960, la politique d'indigénisation des cadres républicains donne aux républiques fédérées une certaine autonomie de gestion et le sentiment d'une maîtrise partielle des enjeux nationaux. Pour

comprendre l'Asie centrale contemporaine, les années Brejnev (deuxième moitié des années 1960 – début des années 1980) s'avèrent donc fondamentales : la marge de manœuvre laissée par Moscou aux républiques dites du Sud va grandissante et fut longuement commentée par les chercheurs occidentaux à la fin des années 1970. Celle-ci permit un investissement tout autant symbolique que réel (entrée préférentielle des éponymes dans les administrations, maîtrise de certaines richesses économiques comme le coton) dans la structure étatique en place. Ces éléments de compréhension concernant la souplesse du régime soviétique des dernières décennies offre alors la possibilité d'un regard neuf sur des problématiques fondamentales comme la question religieuse. L'islam, en effet, sut s'adapter aux espaces de liberté laissés par un pouvoir athéiste : vie privée respectant les "traditions", transformations de certains traits culturels en rites pensés comme nationaux et relevant du "folklore" autorisé par les autorités, réflexions dogmatiques sur la compatibilité entre islam et régime soviétique, etc.

Cette conciliation fut rendue possible, entre autres, par le nombre de figures traditionnelles ayant pu investir des positions sociales soviétiques importantes : ainsi, les personnes se revendiquant d'une famille "descendante" de saints musulmans ou du Prophète lui-même ont su adapter leur capital symbolique aux régimes tout aussi bien soviétique que post-soviétique et garantir un sentiment de continuité par la "nationalité", voire la religiosité discrète, tout au moins sous-jacente, d'une partie des élites (Sergeï Abachin). Les théories du "socialisme islamique", qui avaient déjà servi d'argument avancé par les Bolcheviks lors de la reprise en main de l'Asie centrale pendant la guerre civile (Rinat Chigabdinov), ont été poursuivies par la Direction spirituelle des musulmans, dont le rôle dans la "communisation" de l'islam et "l'islamisation" du régime soviétique local ne doit pas être sous-estimé. Cette approche flexible, tant du côté des autorités politiques centrales et républicaines que du côté du personnel religieux en poste, permet de mettre à mal les théories concernant la prétendue "renaissance" de l'islam en général et "naissance" de l'islam politique en particulier. En effet, au vu de la situation actuelle, « il faut bien que la pratique religieuse n'ait pas totalement perdu ses racines et ses filiations (...), il faut qu'il y ait eu des transmetteurs d'idées nouvelles, même discrètement. » (Catherine Poujol)

Les éléments de continuité sont donc à prendre en compte tout aussi bien entre l'URSS et les États indépendants nés de sa dislocation qu'entre le régime soviétique et la période précédente, sans se laisser prendre au discours sur la "nouveau" radicale qu'introduisit celui-ci, sans non plus sous-estimer la brutalité de certaines des mutations subies par ces sociétés au XX^e siècle et leur caractère irréversible. Les peuples soviétiques ont en effet fondamentalement changé en un siècle et ont connu une entrée dans la "modernité" brutale qui a rompu nombre de liens avec le passé et détruit des filiations culturelles ou identitaires, en particulier chez les Kazakhs. L'idée d'une "parenthèse" qu'il suffirait de refermer pour retrouver, "en dessous" ou "cachés", des modes de vie

et de penser miraculeusement préservés n'ayant pas changé depuis le XIX^e siècle ne peut donc conduire qu'à une analyse faussée du contemporain. L'impression de "renouveau" ou de "renaissance" peut être ressentie, sur place, par les acteurs des évolutions actuelles que sont les Centre-asiatiques eux-mêmes, mais ne peut en aucun cas satisfaire le regard scientifique sur la zone.

Si les articles proposés ici cherchent à réfléchir à la "gestion de l'indépendance" et au "legs soviétique", le volume imparté dans le cadre des *Cahiers* n'a permis de traiter que certains aspects de cette problématique complexe. Il n'a également pas pris en compte de manière égale les cinq États de la région, certains suscitant plus de recherches que d'autres. Ce numéro a en effet donné la parole principalement à une jeune génération de chercheurs français ayant pu profiter tant de l'expérience de terrain que du travail en archives ou bibliothèques. Malgré ses limites, le présent volume souhaite inviter au débat sur la question de la continuité, un thème trop peu abordé mais fondamental pour comprendre l'Asie centrale contemporaine et échapper aux nombreux clichés la concernant. L'idée d'un renouveau, tant politique, religieux que national de cette zone relève bien souvent d'une illusion d'optique, essentiellement due à l'ombre dans laquelle l'Asie centrale se trouvait auparavant : l'indépendance de 1991, bien que présentée sur place comme une nouvelle naissance, est en réalité tout autant un aboutissement qu'un commencement.

Ce numéro des *Cahiers* ne fait pourtant pas de la continuité un postulat, il ne nie pas les réformes engagées ni les évolutions rapides qui ont pu apparaître en seulement quelques années. Il ne remet pas non plus en cause, bien au contraire, la violence du choc que fut la fin de l'Union et le sentiment répandu, chez les premiers intéressés, d'une réelle rupture. Il se donne un double objectif : à destination du "grand public", mettre en lumière des aspects soviétiques trop rapidement oubliés et pourtant incontournables pour comprendre l'actualité de ces pays, en particulier leur durcissement autoritaire. Au sein du milieu scientifique, rappeler qu'il est aujourd'hui difficile de mener une recherche sur l'Asie centrale sans connaissance ou tout au moins conscience de ce que fut l'expérience russo-soviétique, sous peine de se laisser aller au mirage de la "renaissance".

Sébastien Peyrouse, Marlène Laruelle

NOTES

1. SÉRIOT P., « Une identité déchirée : K. S. Aksakov, linguiste slavophile ou hégélien ? », in SÉRIOT P. (dir.) *Contributions suisses au XIII^e congrès mondial des slavistes à Ljubljana, août 2003*, Bern, Peter Lang, 2003, pp. 271.
2. TAGUIEFF P.-A., *L'illusion populiste*, Paris, Berg International, 2002, p. 19.
3. *Ibid.*, pp. 164-165.